



L'orientation scolaire et professionnelle : une histoire de malentendus Argumentaire pour le maintien des services d'orientation Corinne BLIECK présidente de l'ANDCIO octobre 2020

Les CIO sont menacés à nouveau et sérieusement. Les motifs affichés par le gouvernement que « l'orientation ne fonctionne pas correctement en France » et que « c'est un constat largement partagé », cachent surtout des raisons politico-économiques sur fond d'une économie libérale, qui tend à sortir du service public tous les services au public dont le privé pourrait s'emparer, même si le coût de certains de ces services est minime.

Sur la base de ce double constat, le MENJ envisage deux leviers pour remédier à la situation :

1. Les Régions prennent en charge l'information sur les métiers et les formations auprès des élèves, étudiants et apprentis au sein même des établissements de formation, conformément aux missions que leur confère la loi du 5 septembre 2018 « Pour la liberté de choisir son avenir professionnel ».
2. Les enseignants voient leur rôle renforcé en matière d'accompagnement de leurs élèves dans leur orientation, avec le soutien des psychologues de l'éducation nationale de la spécialité éducation, développement et conseil en orientation scolaire et professionnel.

De fait, selon cette conception de l'orientation réduite à l'information et à un accompagnement minimaliste, l'utilité des CIO est remise en question, puisqu'ils n'auront plus à donner de l'information aux élèves, étudiants, apprentis et ni à les accompagner dans la construction de leur parcours de formation.

D'une part, c'est méconnaître ou nier les activités réelles des CIO en termes d'application des politiques publiques d'éducation et d'orientation sur les territoires, absolument nécessaire pour l'accompagnement des établissements et des familles, en complément du travail qui y est effectué. C'est minorer l'importance du partenariat avec les autres structures de l'AIO pour les jeunes non scolarisés. Or une grande partie de ces jeunes pas ou plus scolarisés ne relèvent ni des missions locales, ni du réseau Information Jeunesse et encore moins de Pôle emploi car ils ont besoin d'être rescolarisés avant toute chose, notamment ceux qui ont moins de 16 ans et ceux qui n'ont ni l'envie ni le profil de se former en alternance.

De plus, c'est leur faire porter implicitement et indument une lourde responsabilité dans les dysfonctionnements de l'orientation.

Quelques données

- Le corps des psychologues de l'Éducation nationale représente 3,3% des personnels non enseignants, à parts presque égales dans le premier et second degré (3 779 EDA + 3 646 EDCO = 7 519) et 94 EDCO sur les postes de soutien à la politique de l'éducation nationale.
- Les établissements scolaires du second degré, à la rentrée 2017, sont au nombre de 11 343 dont près d'un tiers relèvent du secteur privé (31%).
Il y a donc 7815 EPLE publics pour 3646 psyEN EDCO, soit 2,14 établissements par psyEN sachant que pour les LEGT et LPO, vu leur taille et leurs effectifs, il est souvent nécessaire de prévoir 2 personnels tandis que les collèges et LP sont pris en charge, sauf exception, par un-e seul-e psyEN. Il faut donc imaginer un nombre de LEGT/LPO à couvrir en réalité double de l'effectif réel, soit $1\,608 \times 2 = 3\,216$. Ce qui porte le total d'EPLE effectivement à couvrir par les psyEN à 9744 : 5 294 collèges, 834 LP et $1\,608 \times 2 = 3\,216$ LEGT/LPO. Rapporté au nombre de psyEN EDCO, le ratio est donc de 2,7 au lieu de 2,14.

Ce qui veut dire que de nombreux psyEN EDCO travaillent sur 3 établissements.

- Les élèves étaient, en 2017-2018, 4 436 900 à être scolarisés dans le secondaire public : 2 542 476 collégiens, 1 290 711 lycéens GT et 522 752 lycéens Professionnels, soit 1217 élèves en moyenne par professionnel, avec des disparités importantes entre les académies et les territoires
- **Recours aux services d'orientation** (Source : CRÉDOC pour le Cnesco, enquête auprès des 18-25 ans, septembre 2018. L'enquête a été réalisée en ligne entre fin septembre et début octobre 2018, auprès d'un échantillon représentatif de 1158 jeunes de 18 à 25 ans sélectionnés selon la méthode des quotas (sexe, âge, situation vis-à-vis de l'emploi, taille d'agglomération, niveau de diplôme). Un redressement final a été effectué pour assurer la représentativité par rapport à la population nationale des 18-25 ans.

Sur l'ensemble des 1158 jeunes de 18 à 25 ans interrogés dans le cadre de cette enquête, 10% déclarent avoir eu recours à un psyEN EDCO, et 14% à être allés dans un CIO, soit 24% du total. L'échantillon étant jugé représentatif des 6 111 172 jeunes de cette tranche d'âge, 24% du total des jeunes, soit 1 466 681 ont consulté un-e psyEN, 146 668 en établissement et 855 564 en CIO. Cette enquête n'a pas sondé les jeunes de moins de 18 ans qui sont les plus nombreux à avoir recours aux CIO. La fréquentation des CIO est donc bien supérieure.

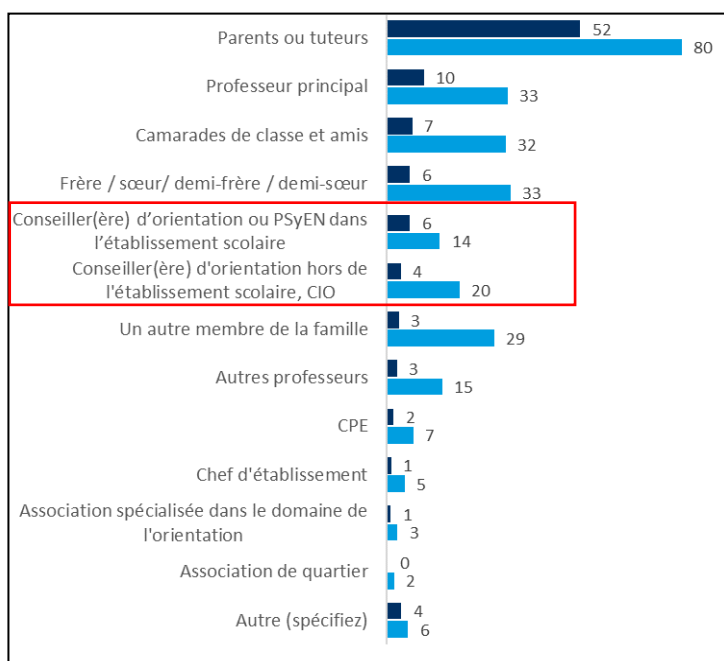
Pour les 3646 psyEN EDCO, le nombre d'heures en CIO s'élève à 7h ou 7h30 en moyenne par semaine pour l'accueil et les réunions de synthèse, d'équipe, de préparation d'intervention, de participation à des commissions et réunions extérieures, forums, etc. Donc, si l'on affecte 100% du temps des psyEN EDCO aux établissements, cela ne représentera qu'un « gain » minime pour chaque établissement de deux heures trente chaque semaine (7 heures à diviser par 2,7, cf. ci-dessus, soit à peine deux rendez-vous).

Or pendant et grâce à ces 7 heures de travail en CIO des 3646 psyEN, plusieurs centaines de milliers de jeunes scolarisés peuvent bénéficier d'un entretien d'orientation, auquel ils n'ont eu pas accès dans leurs établissements (parce que privé, problème d'emploi du temps, besoin d'avoir un avis extérieur, etc.). Il est clair que renforcer de 7 heures les temps de présence des psyEN en EPLE ne permettra pas de recevoir et d'accompagner un tel volume d'élèves.

En comparaison avec les autres pays de l'OCDE, le ratio nombre d'élèves/psyEN est très inférieur à la moyenne et pointe un déficit criant en France de personnels spécialisés dans le conseil en orientation, conséquence d'un recrutement de COP/psyEN EDCO en baisse constante depuis plus de 10 ans avec le non remplacement de 5 départs sur 6.

Les CIO, par les services rendus, compensent en partie la pénurie de professionnels d'orientation.

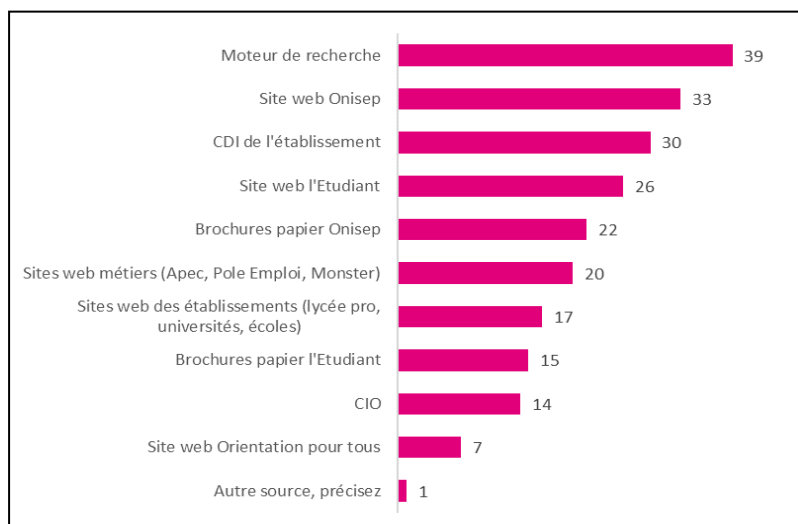
De fait, tous les jeunes des EPLE ne peuvent pas bénéficier d'un entretien avec un psyEN EDCO. De plus, il faut encore déduire de leur temps de présence en EPLE, les temps de déplacement entre les établissements, les réunions, conseils de classe, commissions et équipes de suivi auxquels ils sont tenus de participer. C'est pourquoi, de toute façon, il sera impossible que chaque psyEN EDCO consacre 100% de son temps aux élèves des EPLE.



Dans le dossier de synthèse du Cnesco du 11 décembre 2018, on peut lire à la page 21 que le conseiller d'orientation (PsyEN) est « l'interlocuteur principal » (en bleu foncé) pour 10% des jeunes et « un interlocuteur parmi d'autres » (en bleu clair) pour 34 % d'entre eux. Le rôle du conseiller d'orientation (PsyEN) est un peu plus important chez les jeunes étudiants ou diplômés de l'enseignement professionnel : c'est l'interlocuteur principal de 14 % d'entre eux (contre 6 % des jeunes qui ont poursuivi dans le supérieur).

Qui a été votre interlocuteur principal sur la question de votre orientation ? Avec qui d'autre avez-vous évoqué votre orientation ? (en %)

page 22 Source : CRÉDOC pour le Cnesco, enquête auprès des 18-25 ans, septembre 2018



Quelles sources avez-vous utilisé pour trouver de l'information ? (en %)

Source : CRÉDOC pour le Cnesco, enquête auprès des 18-25 ans, septembre 2018

Les CIO n'ont été utilisés que par 14% des jeunes pour trouver de l'information car les besoins des jeunes ont évolué et que leurs demandes ne concernent de moins en moins l'information mais l'accompagnement et le conseil. Il est très fréquent qu'ils viennent en CIO avec des

informations collectées auparavant. Mais ils ont besoin de les mettre en perspective avec leurs caractéristiques personnelles, qu'ils ont parfois du mal à cerner, et ils attendent des CIO une aide au décryptage des informations, pour une meilleure connaissance de soi et un conseil personnalisé. De fait, les entretiens sont souvent assez longs, surtout s'il est nécessaire de recourir à des questionnaires d'intérêts, motivation, valeurs, ou autres.

Toutes ces données montrent que c'est donc faire porter aux CIO une lourde responsabilité qu'ils ne sauraient avoir dans les dysfonctionnements de l'orientation.

Premier malentendu Les élèves sont mal accompagnés par les personnels d'orientation

Les jeunes se tournent majoritairement vers les personnes de leur entourage immédiat, famille ou amis, pour se faire aider dans leur démarche d'orientation. Force est de constater que vu leurs effectifs, les psyEN EDCO ne peuvent pas consacrer leur temps de présence en établissement uniquement à des entretiens individuels. Ils sont en effet tenus d'assister au sein même des EPLE à de multiples réunions : équipes de suivi de scolarisation, équipes éducatives, cellules de veille, réunions de travail avec les chefs d'établissement et avec les enseignants, conseils de classe, etc. Ils ont également de nombreux bilans psychologiques à réaliser pour les jeunes en grande difficulté ou handicapés, surtout en collège mais pas uniquement. Pour rappel un bilan psychologique nécessite 2h à 2h30 de passation sans compter ni la correction, l'analyse et la rédaction des comptes rendus à destination des parents et des différents membres de l'institution, ni les divers entretiens avant et après l'examen (précision : correction, analyse et rédaction des comptes rendus sont réalisées en dehors du temps de présence devant le public).

La multiplication des tâches et l'empilement des missions confiées aux COP / psyEN EDCO ont peu à peu détourné les élèves de ces personnels de moins en moins disponibles et le statut récemment acquis de psychologues de l'EN, même avec la spécialité EDCO n'a fait que brouiller les rôles, d'où le recours exponentiel au coaching privé pour les questions spécifiques à l'orientation. Le MENJ n'a pas suffisamment communiqué sur ce changement pour prévenir les familles et les jeunes que les psyEN EDCO restaient les spécialistes de l'orientation du système éducatif. En parallèle, de nombreux jeunes se sont adressés aux CIO accessibles pendant les vacances.

Le projet du MENJ, conformément à un objectif assigné par l'Elysée « CIO en lycée » et dans l'esprit du rapport Charvet, est de transformer les CIO en antennes « têtes de réseau » d'un CIO départemental et de les intégrer dans des lycées « têtes des réseau » afin de les rapprocher des EPLE. Cela ne rapprochera les ex CIO que des lycées hôtes mais absolument pas des autres EPLE du « réseau » et encore moins des jeunes non scolarisés dans l'EN ou déscolarisés en raison des difficultés d'accès aux établissements pour les personnes extérieures pour des raisons de sécurité. On va donc avoir des élèves et des équipes très privilégiés dans les lycées

hébergeant les personnels des ex CIO qui pourront les accueillir sans réserve et les autres scolarisés ailleurs et n'y ayant qu'un accès très limité. Quant aux jeunes déscolarisés....

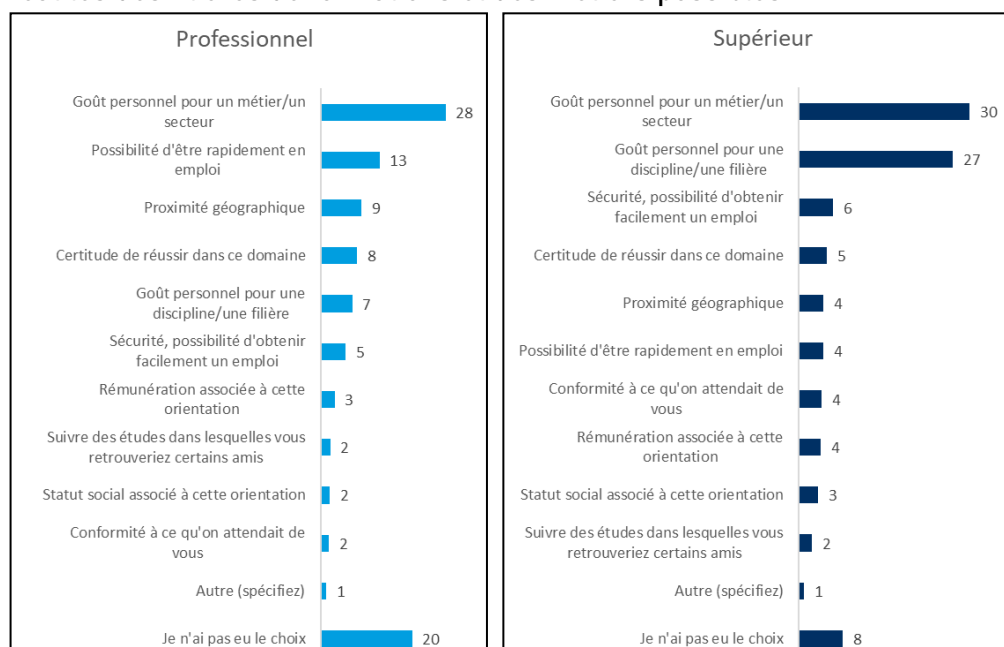
Deuxième malentendu L'objectif prioritaire de l'orientation doit être l'insertion et la baisse du taux de non emploi.

Les différents textes sur les missions des COP/psyEN EDCO et des DCIO n'abordent la question de l'insertion que dans le cadre du Parcours Avenir (ex PDMF et PIIDMEP), et sous la forme des débouchés professionnels, sachant qu'avec un public adolescent, la construction d'un parcours de formation prend en compte un large spectre de paramètres personnels. L'insertion dans la vie professionnelle est, pour de nombreux jeunes, une préoccupation secondaire sauf pour les jeunes de la voie professionnelle.

Comme le montre l'enquête réalisée par le CREDOC pour le CNESCO déjà citée ci-dessus, les principaux critères pertinents aux yeux des jeunes pour choisir leur voie d'orientation concernent leurs goûts et leurs préférences.

(cf. études du CNESCO 2018 page 17 Principaux critères de choix selon la voie suivie).

Dès lors comment reprocher aux services d'orientation d'avoir travaillé, auprès des jeunes rencontrés, essentiellement sur leurs aspirations personnelles, leurs goûts, leurs préférences en termes d'activités scolaires et professionnelles et sur la mise en regard de ces données avec les réalités des filières de formations et des métiers possibles ?



Le Conseil d'orientation pour l'emploi (COE) dénonçait il y a quelque temps un « immense gâchis, tant individuel (frustration, démotivation, échec) que collectif (inadéquation entre l'offre et la demande d'emplois, niveau élevé de chômage des jeunes, niveau élevé de jeunes sans qualification ou sans qualification

adaptée aux talents et compétences spécifiques à chaque jeune, aux besoins du marché du travail ou aux deux) ».

Or, depuis leur création, les services dédiés spécifiquement à l'insertion professionnelle et à l'emploi, Missions locales et Pôle Emploi, rencontrent des difficultés à faire coïncider les demandes avec les offres d'emploi. Leur existence n'est pourtant pas remise en question.

Le problème ne vient pas des structures spécialisées dans l'orientation et l'insertion, qu'il est tout à fait imprudent pour le long terme de supprimer ou de réduire en nombre et en moyens à leur plus simple expression, les rendant ainsi inefficaces.

La création du SPI, service public de l'insertion, est envisagée avec une loi en préparation pour 2020. La volonté d'une meilleure coordination à travers le SPI est certes louable à la condition qu'elle ne se heurte pas aux mêmes aléas que le SPO/SPRO.

Il importe de ne pas se tromper de cible. Ce n'est pas en agissant sur les services qu'on règle des problèmes économiques structurels (tissu économique français déficitaire en PME, manque de compétitivité des entreprises, frilosité à l'embauche de profils atypiques ou de personnes sans expérience ou porteuses d'un handicap) que l'on permettra d'offrir à tous les jeunes et moins jeunes les opportunités de s'insérer dans le monde professionnel.

Du reste, suite à maints rapports sur l'orientation et son inefficacité à réduire le chômage, et après avoir poussé les CIO à s'inscrire dans les réseaux du service public de l'orientation, le SPO devenu ensuite SPRO, placés sous la houlette des régions, avec une volonté des gouvernements de « déscolariser » l'orientation pour lui faire prendre une dimension OTLV, le MENJ procède actuellement à un repli des personnels d'orientation sur les établissements scolaires et les réserve aux seuls élèves scolarisés. La logique voudrait plutôt que les CIO restent dans une dynamique partenariale et coordonnée avec leurs partenaires de l'insertion en gardant l'objectif de travailler sur l'accès à la formation de tous les jeunes et à leur qualification par le diplôme, dont l'efficacité n'est plus à démontrer en matière d'insertion professionnelle.

Troisième malentendu Les CIO sont jugés en grande partie inutiles puisque d'une part, les enseignants vont renforcer leur accompagnement pour l'orientation et d'autre part, les régions vont se charger de les informer sur les métiers et les filières de formation.

La réduction de l'orientation à ces deux dimensions, accompagnement et information, ignore la nécessité pour de nombreux jeunes d'avoir un conseil personnalisé basé non pas sur les seuls résultats et performances scolaires mais sur l'analyse de leurs besoins et sur la connaissance de soi, cf. une nouvelle fois études du CNESEO 2018 pages 17-18, « *Parmi les éléments nécessaires à la construction de son projet d'orientation, la connaissance de ses propres envies arrive en premier (58 %) devant la connaissance des débouchés des filières et des formations (48 %) et la connaissance des métiers (48 %). On trouve ensuite la mise au point sur ses compétences (39 %), la compréhension du monde professionnel (35 %) et la connaissance des rémunérations associées aux métiers (26 %). Si pour une majorité des jeunes, la compréhension de leurs propres envies est un enjeu essentiel pour faire des choix dans leur orientation, 37 % d'entre eux considèrent pourtant ne pas avoir reçu du tout d'information ou d'accompagnement sur le sujet. 80 % d'entre eux estiment en revanche avoir reçu beaucoup d'informations sur la connaissance des filières et des formations. La connaissance des métiers et des débouchés et filières de formation fait également partie des points sur lesquels les jeunes se sentent le mieux informés et accompagnés (à 77 %) ».*

On voit donc que les jeunes ont moins besoin d'informations sur les métiers et les débouchés ou sur leurs capacités à suivre dans les formations souhaitées que sur la connaissance de soi.

L'accompagnement par les professeurs principaux sur le choix des filières de formations et l'influence qu'ils ont sur leurs élèves existe déjà depuis longtemps car « plus d'un élève sur trois a entendu parler pour la première fois de la voie ou de la filière dans laquelle il s'est orienté par un enseignant (37 %) selon les études du CNESEO 2018 page 12.

Il n'est pas rare d'ailleurs que les jeunes déclarent n'avoir pas choisi leur orientation et avoir suivi les conseils de leurs enseignants sur les filières qui leur conviendraient (cf. ci-dessus : c'est 8% des étudiants et 20% des lycéens professionnels).

De plus, l'indemnité de suivi d'orientation, qui s'élève pour 2019 à 684,4 M€, ainsi que celles de PP, professeur principal, représentent un montant très important et les incitent les à s'investir dans l'orientation.

Pourtant, l'ISOE instituée en 1993 ne semble pas avoir eu des résultats significatifs pour améliorer l'orientation des élèves, alors que les enseignants sont des interlocuteurs privilégiés par les élèves. Leur travail dans ce domaine ne suffit donc apparemment pas à ce qu'il n'y ait plus d'échecs dans le cycle supérieur ni de réorientations. Même avec un accompagnement renforcé par les psyEN EDCO, ils ne pourront que progresser dans leur connaissance des filières de formation et de l'adéquation entre les profils scolaires et les « attendus » sans prendre en compte les autres paramètres personnels, goûts, intérêts, valeurs et ceux liés aux « soft skills », domaine propre à la psychologie de l'orientation et du travail.

Il faut reconnaître que les entretiens menés en EPLE par les psyEN EDCO ne concernent qu'un faible pourcentage d'élèves pour les raisons évoquées plus haut, que les outils disponibles dans les CIO n'existent pas dans les EPLE et que l'expérience que les psyEN EDCO y acquièrent par l'échange de pratiques et la confrontation à une variété infinie de demandes est irremplaçable.

Jamais les enseignants ne pourront atteindre ce niveau de compétences et les psyEN EDCO regroupés au sein des EPLE les perdront petit à petit.

Ainsi disparaîtra l'expertise construite depuis plus d'un siècle et renouvelée sans cesse par les CIO et leurs équipes sous la direction d'un-e DCIO, sous-tendue et enrichie par une recherche dynamique et de pointe au CNAM-INETOP notamment, originalité et richesse françaises admirées dans de nombreux pays.

Les CIO sont les seuls lieux où s'opèrent toutes les interfaces entre l'éducation nationale, l'enseignement supérieur, l'alternance, les formations adultes, la MLDS, les parcours alternatifs ou adaptés, etc.

La réduction de leur nombre à un par département priverait les établissements des bassins de cette approche multiple et polyvalente, sans compter le risque d'aggraver le sentiment de frustration de centaines de milliers de jeunes en les privant de l'accès à un service public, lieu tiers où ils peuvent parler librement de leur vécu scolaire et bénéficier d'un conseil en orientation totalement gratuit.

On se doit de rappeler ici que le travail des CIO compense actuellement en grande partie la pénurie de professionnels d'orientation formés.

Quatrième malentendu Le gouvernement a fait de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion une priorité nationale, notamment en rendant obligatoire la formation entre 16 et 18 ans. Pourtant, les CIO ne figurent pas parmi les acteurs et structures concourant à cette croisade, alors qu'ils sont très fréquentés par ce public dont les difficultés sont de plus en plus importantes : jeunes non scolarisés effectivement dans les établissements publics de l'éducation nationale (EN privé, agriculture public et privé, apprentis, étudiants, décrochés, suivis PJJ, nouveaux arrivants, mais aussi jeunes de l'EN se trouvant dans l'impossibilité de poursuivre un cursus pour cause de refus scolaire anxieux (phobie), harcèlement, dépression, maladie, handicap, etc.). Rappelons que tous ces publics relèvent à présent du MENJ, ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse, ce qui vient contredire ce qu'avait déclaré le ministre Jean-Michel Blanquer au sénat *«D'aucuns répliquent que les CIO reçoivent quelquefois des publics qui ne sont pas des élèves... Ce n'est pas leur rôle ! D'autres institutions existent, souvent sous la responsabilité du ministère du travail ou des collectivités locales, qui sont faites pour cela... Loin de nous dissuader, cet argument vient nous conforter dans notre projet, à savoir que les personnels d'orientation s'occupent des élèves – et c'est bien normal »*.

Tous les acteurs et toutes les structures doivent être mobilisés dans cette lutte ; il est paradoxal de réduire le nombre de CIO à un par département dans ce contexte alors que leur implantation partout sur le territoire facilite leur accès à toutes les personnes en difficulté pour lesquelles trouver une formation est la meilleure chance de s'insérer socialement et professionnellement (cf. taux de chômage des non diplômés). Le MENJ prévoit pourtant de ne confier qu'aux seules missions locales le suivi des jeunes de moins de 18 ans soumis à l'obligation de formation. Les CIO ont cependant fait leurs preuves dans la mise en œuvre du droit au retour en formation en recevant et en instruisant les dossiers de toutes les personnes désireuses d'un retour en formation initiale et surtout dans le cadre des plateformes de suivi et d'aide aux décrocheurs (PSAD), dont les directrices et directeurs sont presque toujours les coordonnateurs sur les territoires.

D'autre part, sans nier les bienfaits de la Garantie Jeunes sur l'insertion et l'emploi des jeunes, son coût est actuellement de 1 600 euros par jeune pour son accompagnement et 4800 pour son allocation, soit un forfait total de 6 400 € par jeune. La ministre du travail déclarait au sénat en janvier 2019 :

« En 2019, complètement intégrée à la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, la Garantie jeunes est également inscrite dans le Plan d'investissement dans les compétences (PIC) avec une cible de 500 000 jeunes bénéficiaires à l'horizon 2022, soit 100 000 entrées par an. Il s'agit d'un engagement du Gouvernement qui permettra de contribuer, sur la durée du quinquennat, à l'objectif d'accompagner et former un million de jeunes supplémentaires en difficulté. Le coût total du dispositif pour 2019 est évalué à 550,66 M€ en autorisation d'engagement et à 543,74 M€ en crédit de paiements, pour un objectif maintenu à 100 000 entrées, dont : - 160 M€ en autorisations d'engagement et 153,08 M€ en crédits de paiement au titre de l'accompagnement réalisé par les missions locales ; - 336,61 M€ en autorisations d'engagement et en crédits de paiement au titre de l'allocation versée aux jeunes. Cette enveloppe budgétaire sera complétée par un cofinancement communautaire (Fond Social Européen-FSE et Initiative pour l'emploi des jeunes- IEJ-) de 54,05 M€. Il concerne les seules régions éligibles à l'IEJ. Ce cofinancement s'établit sur la base d'un forfait révisé de 6 400 € par jeune (dont 1 600€ pour l'accompagnement et 4 800 € pour l'allocation). Cette révision de l'acte délégué Garantie jeunes a été adoptée par le parlement européen et publié au Journal officiel de l'union européenne le 22 décembre 2017. Ainsi, le financement de cette modalité innovante de l'accompagnement des jeunes sera-t-elle entièrement assurée par l'État jusqu'en 2022.

En définitive, le coût de cette prestation s'avère très élevé et si tous les jeunes non scolaires fréquentant les CIO s'adressent aux missions locales, qui ont tout intérêt à avoir de plus en plus de public éligible (1600€ par jeune accompagné : $100\,000 \times 1\,600 = 160\text{ M€}$ par an en plus pour leur budget !), il faut imaginer que le nombre de bénéficiaires va exploser et qu'« **un objectif maintenu à 100 000 entrées** » d'ici à 2022, sera largement dépassé.

Or de nombreux jeunes seraient pourtant en capacité de suivre une formation initiale scolaire ou en alternance alors que la Garantie Jeunes n'est autre qu'un système d'assistance qui les habitue à une certaine forme de prise en charge par la société. Une formation choisie, menée à son terme et validée par une certification qualifiante est pourtant le meilleur moyen pour les personnes de mettre en œuvre leur sens de la responsabilité, leur autonomie, leur persévérance, leur projection sur un long terme et leur sentiment de réussite personnelle.

Les CIO participent à la « réparation » par la réorientation pour tous les jeunes susceptibles d'un retour positif en formation, en complémentarité avec les missions locales qui prennent en charge ceux qui en sont trop éloignés.

De plus, le Président de la République, lui-même, n'a-t-il pas déclaré que les prestations sociales avaient un coût beaucoup trop élevé par rapport à leur efficacité ?

Dans AGORA DÉBATS/JEUNESSES N° 64, ANNÉE 2013 l'article « La réforme de l'orientation scolaire - De la crise des banlieues à la loi de 2009 : quelles dynamiques de changement ? » par Thierry Berthet et Véronique Simon, le lien est fait entre la crise des banlieues en 2005 et l'orientation, avec la remarque que pourtant aucun CIO n'avait été la cible des attaques et qu'aucun COP n'avait été agressé pendant les émeutes. C'est sans doute le signe que ces lieux et ces personnels ne sont pas jugés par les jeunes comme les vrais responsables de l'échec de leur orientation et de leur frustration.

Alors, pourquoi le gouvernement veut-il se défaire de ses services d'orientation, si l'on ne retient pas l'argument de rapprocher les psyEN des établissements scolaires afin de mieux accompagner les élèves ?

Examinons la question budgétaire.

La question budgétaire peut certes se poser mais le MENJ n'a pas réalisé de véritable évaluation du coût des 450 CIO et antennes, en investissement et fonctionnement, et aucun chiffre n'est disponible officiellement depuis le rapport de la mission IGAENR-IGEN (Robert DENQUIN, Didier BARGAS, Zaïr KEDADOUCHE, Jean-Louis PERILLIER, Hélène MATHIE, U Pierre RENAUDINEAU, Ghislaine MATRINGE, Yvon ROBERT, Michèle SELLIER) en 2005, repris dans le rapport de 2013 « Le service public de l'orientation : état des lieux et perspectives dans le cadre de la prochaine réforme de décentralisation » (Laurent CAILLOT Membre de l'Inspection générale des affaires sociales, Aziz JELLAB, Didier VIN-DATICHE, Inspecteurs généraux de l'éducation nationale, Hélène BERNARD, Jean-François CERVEL Inspecteurs généraux de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche).

Fin 2012, il y avait 545 centres d'information et d'orientation (dont 288 financés par l'État et 257 par les départements), pour un effectif de 4 800 agents, dont 900 contractuels, représentant 4 274 ETP : 531 directeurs de CIO et 3 743 conseillers d'orientation psychologues. Le budget total de l'action 8 - information-orientation s'élevait à 303 500 000 € en loi de finances pour 2013, incluant tous les services d'orientation et pas seulement les 545 CIO de l'époque.

Dans le budget 2019, les autorisations d'engagement du programme 214 de la loi de finances pour la totalité de l'action 8 - Information et orientation, qui ne comprend pas que les CIO, est de 327 695 586€, soit 24 195 586€ de plus que dans le budget 2013, sachant que depuis l'Etat a repris à sa charge une grande partie des CIO départementaux dont les conseils généraux se sont désengagés mais en a aussi fermé beaucoup.

N° et intitulé de l'action	dépenses de personnels	fonctionnement	Dépenses d'intervention	Total
08 - Information et orientation (en millions d'euros)	326 207 586	1 488 000		327 695 586
Total des 13 actions	33 060 031 272	53 401 397	79 427 706	33 192 860 375
% de l'action 8- information et orientation	0,98%	2,78%		0,98%

Objectif n°3 (du programme 214) : « Optimiser les moyens des fonctions support »

L'amélioration de l'efficacité de la gestion des moyens, tout en veillant au maintien de la qualité du service, constitue un enjeu stratégique pour le programme qui s'inscrit pleinement dans le cadre de la modernisation de l'action publique, de l'organisation des services et des processus de gestion. Cet objectif prend en compte notamment les enjeux de « qualité de la relation avec l'usager » tels que l'amélioration continue de l'accueil des usagers, l'optimisation et le développement des démarches en ligne et l'accompagnement des personnels dans les évolutions de la relation à l'usager à l'ère numérique.

INDICATEUR 3.1 Dépense de fonctionnement par agent (du point de vue du contribuable)

	Unité	2016 Réalisation	2017 Réalisation	2018 Prévision PAP 2018	2018 Prévision actualisée	2019 Prévision	2020 Cible
Fonctionn ^t courant moyenne nationale :	euro	1 254	1 191	< 1 200	< 1 200	< 1 100	< 1 200
Fonctionn ^t courant administration centrale :	euro	1 536	1 515	< 1 500	< 1 500	< 1 400	< 1 500
Fonctionn ^t courant services déconcentrés :	euro	1 227	1 161	< 1 200	< 1 200	< 1 100	< 1 200
Fonctionn ^t immobilier moyenne nationale :	euro	829	878	< 830	< 830	< 830	< 830

Précisions méthodologiques

Source des données : MEN – SG-SAAM (données financières : source CHORUS – données GRH : sources emplois / SERACA / SIRH)

Champ : France métropolitaine (hors SIEC et ESENER) + DOM + COM (hors Nouvelle-Calédonie)

Mode de calcul :

– le sous-indicateur « coût de fonctionnement courant par agent » se compose pour l'administration centrale et les services déconcentrés (services académiques et vice-rectorats d'outre-mer) des dépenses relatives au fonctionnement courant (abonnements, documentation générale et technique, fournitures de bureau, papier, travaux d'impression, frais postaux), à la téléphonie et à l'équipement informatique (postes de travail, copieurs, matériel informatique, consommables) rapportées aux effectifs suivants : personnes physiques émargeant sur le programme 214 et agents relevant d'autres programmes de la mission enseignement scolaire mais inducteurs de coûts de fonctionnement sur le programme 214 (inspecteurs, directeurs de centres d'information et d'orientation – CIO –, conseillers d'orientation psychologues et personnels administratifs, techniques et ouvriers en fonction dans les CIO d'État) .

– le sous-indicateur « coût de fonctionnement immobilier par agent » se compose pour l'administration centrale et les services déconcentrés (services académiques et vice-rectorats d'outre-mer) des dépenses relatives au fonctionnement immobilier (fluides, charges locatives, gardiennage, nettoyage, collecte des déchets et diverses taxes) rapportées aux effectifs suivants : personnes physiques émargeant sur le programme 214 et agents relevant d'autres programmes de la mission enseignement scolaire mais inducteurs de coûts de fonctionnement sur le programme 214 (inspecteurs, directeurs de CIO, conseillers d'orientation psychologues et personnels administratifs, techniques et ouvriers en fonction dans les CIO d'État).

Grâce à ce tableau, on peut essayer d'approcher le coût réel ou souhaité des CIO en multipliant par 3646 plus les 400 DCIO et les 1 022 administratifs sur 450 CIO, soit 5068 agents, chacun des postes de dépenses de fonctionnement courant services déconcentrés par agent et de fonctionnement immobilier par agent.

Pour le fonctionnement courant, on atteint le montant de 5 574 800€ et pour le fonctionnement immobilier 4 206 440 €, soit au total 9 781 240 € pour 5068 personnels, la masse salariale des psyEN et DCIO, quant à elle, sera constante quels que soient l'affectation de ces derniers et le devenir des CIO.

Ce qui est manifeste, c'est que la suppression des CIO, sauf un par département, permettrait des économies surtout en termes de postes d'administratifs, qui pourraient passer de 1022 à environ 200 à 250, postes rendus au ministère et probablement supprimés en vertu des plafonds d'emplois imposés, et en termes de coûts de fonctionnement immobilier. Concernant l'immobilier, le MENJ a dans ses objectifs le relogement des CIO en EPLE, des lycées majoritairement (cf. 1^{er} malentendu), qui pourrait réduire encore le poids de cette variable car les lycées sont sous la compétence des régions, lesquelles auraient donc à leur charge leur installation, équipement et mesures d'accessibilité. Mais le risque évident de cette mesure est la transformation de ces CIO en simples antennes, sans direction et sans personnel administratif.

N'oublions pas, dans le chapitre des dépenses sans retour assuré sur investissement, le PIA, programme d'investissements d'avenir consacré à l'orientation avec appels à projets: « Dispositifs territoriaux pour l'orientation vers les études supérieures » 70 millions d'euros, « MOOC et solutions numériques pour l'orientation vers les études supérieures » 10 millions d'euros, pour ne citer que ceux-là.

En résumé

- ISOE : - 684 400 000€/an

- Garantie Jeunes : coût total du dispositif pour 2019, 550 660 000 € en autorisation d'engagement pour un objectif maintenu à 100 000 entrées, dont il faut déduire les 54 060 000 € du FSE, soit 496 610 000 €/an. Pour un objectif à 500 000 entrées d'ici à 2022, cette mesure coûtera donc 2 483 050 000 € pour 500 000 jeunes. Vertige !

- PIA : 80 000 000 €

et pour les 450 CIO, environ 9 781 240 €/an.

L'intérêt du contribuable et le bénéfice pour le budget de l'Etat sont loin d'être évidents.

La conclusion que l'on peut en tirer, c'est que, les CIO sont les sacrifiés d'une rigueur budgétaire à court-terme et à l'échelle du seul ministère de l'ENJ soucieux avant tout de redéployer les moyens en faveur de mesures phares (scolarité dès 3 ans, classe dédoublées, etc). Cette manière cloisonnée de gérer la question de l'orientation et de l'avenir des jeunes ne prend pas en compte leurs besoins et ne contribue pas à la réelle réduction des inégalités tant individuelles que territoriales, au risque de frustrer encore plus toutes les catégories sociales utilisatrices des services publics et attachées à leur maintien.

« Les services publics, les lieux où est rendu le service public, c'est ce qui fait République » Albert Ritzenthaler, Conseiller au CESE, Conseil Economique, Social et Environnemental, rapporteur d'un avis présenté en avril 2018 sur l'orientation des jeunes avec Laure Delair (représentante au CESE de l'UNEF au titre des organisations étudiantes et des mouvements de jeunesse) et membre du CESE au titre de la CFDT, lors de sa communication à la journée d'études 2018 de l'ANDCIO.

Plutôt que de se focaliser sur le coût des structures à court terme, il conviendrait de s'interroger sur leur utilité à moyen et long termes.

Dans un discours récent, célébrant le 150e anniversaire de la proclamation de la République au Panthéon vendredi 4 septembre dernier, Emmanuel Macron rappelait que "l'égalité des chances" est une des priorités de son quinquennat ; il s'agit de "donner une impulsion", "dessiner un nouvel agenda de l'égalité des chances" et continuer à s'inscrire dans "la valeur d'émancipation".

Un gros travail pour revoir un système où il faut en France "180 années pour qu'un descendant d'une famille modeste atteigne le revenu moyen", selon l'OCDE, et que la crise du coronavirus a encore creusé les inégalités !

Le concept même d'égalité des chances est biaisé par l'idéologie sous-jacente mettant en avant la méritocratie comme levier principal : cordées de la réussite, internats et parcours d'excellence sont autant de dispositifs qui reposent sur l'idée que l'on peut extraire de la masse les quelques-uns qui sans cela resteraient sur le côté. Ni plus ni moins qu'un tri ! On est loin de l'idéal de l'école républicaine qui donne à tous les jeunes les mêmes chances d'acquérir les fondements culturels et les codes sociaux indispensables. "Combien encore d'enfants de France sont discriminés pour leur couleur de peau, leur nom? Combien de portes fermées à de jeunes femmes, de jeunes hommes, parce qu'ils n'avaient pas les bons codes, n'étaient pas nés au bon endroit? L'égalité des chances n'est pas encore effective aujourd'hui dans notre République", a déclaré le Président qui propose des pseudo solutions du tri méritocratique ! En cela, les enseignants sont les mieux placés pour détecter les élèves « méritants » !

En parallèle à l'extraction par le mérite, il faudra bien s'occuper des « autres moins méritants » en les obligeant à se former jusqu'à 18 ans pour qu'ils puissent s'insérer dans la vie professionnelle en fonction des besoins économiques locaux. Les mesures préconisées par le rapport Charrière mettent en première ligne les missions locales pour cette mission de contrôle et de coercition. Les solutions proposées aux jeunes concernés entreront dans leurs registres comprenant essentiellement des formations courtes et ciblées, des accompagnements sociaux et des mesures

de préqualification, pour des montants très onéreux à la fois pour les collectivités et pour l'Etat (cf. le coût prévu de la Garantie jeunes)

Ce sont pourtant les centres d'information et d'orientation de France qui portent le plus significativement les missions et les valeurs de l'école de la République, de liberté, d'égalité, de laïcité et de refus de toutes les discriminations. Leur implantation dans tous les territoires les rend accessibles à tous, permettant ainsi le respect du droit au conseil et à l'accompagnement dans la construction des parcours de formation et d'orientation.

Supprimer petit à petit les structures contribuant à l'égalité des chances est donc à contre-courant les objectifs présidentiels

Propositions de l'ANDCIO pour le maintien et la revitalisation du réseau des CIO

1-L'ANDCIO préconise la prudence en mettant en route une réflexion sur les besoins département par département entre les DASEN, IEN-IO et DCIO.

2- Les critères pris en compte pour la restructuration de la carte des CIO : La mission IGAENR-IGEN de 2005 préconisait « un réseau national de [...] CIO fondé sur les bassins de formation/zones d'emploi, avec 15 à 20 COP dans chaque CIO ». Mais ce n'est pas partout une base adéquate, par exemple, le bassin d'emploi Marseille-Aubagne ne peut absolument pas se suffire d'un seul CIO. L'échelle de mesure est bien plus fine et doit s'appuyer sur les données démographiques et socioéconomiques. L'ANDCIO pense qu'il est intéressant de croiser bassin de formation, bassin d'emploi et données socio démographiques.

L'enjeu est de taille quand on constate l'immense besoin de l'économie en personnels qualifiés. Les CIO contribuent depuis toujours à guider les personnes à la qualification la plus en harmonie avec leur personnalité et leurs aspirations, gage de durabilité et de persévérance dans les formations et les emplois affaiblissant ainsi les risques de décrochage en cours de formation et de nomadisme professionnel.

3- L'ANDCIO demande donc que des consignes précises soient adressées aux rectorats afin de guider leurs opérations de restructuration et surtout de maintenir un réseau de CIO équitablement répartis sur le territoire national. On ne saurait concevoir que dans une république une et indivisible le service public d'orientation ne soit pas uniforme, portant des missions identiques quel que soit le territoire où l'on réside. Les recteurs en sont garants.

4- Les CIO doivent répondre aux besoins de la population et on doit admettre que dans certains départements, un seul CIO pourra les satisfaire mais que dans d'autres, il faudra pour cela deux, trois ou quatre CIO, voire plus. Sept départements n'ont déjà actuellement plus qu'un seul CIO. Sans doute d'autres seront dans ce cas à l'avenir, mais dans de nombreux départements très densément peuplés et/ou socio économiquement défavorisés, les besoins de la population sont réels et importants en matière d'accompagnement et de conseils en orientation.

5- Dans les territoires ruraux ou les petites villes, un modèle de services multipartenaires est à développer, comme c'est déjà le cas à certains endroits avec le regroupement dans un même lieu du CIO, de la mission locale, de Pôle emploi, et d'autres, comme GRETA, Fongecif, CIBC,...